



Pour diffusion immédiate : 2/1/2024

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

LA GOUVERNEURE HOCHUL DÉVOILE LA PREMIÈRE PROPOSITION DE L'ÉTAT DE L'ÉTAT 2024 : LE PROGRAMME DE PROTECTION ET D'ACCESSIBILITÉ DES CONSOMMATEURS

Première extension de la loi new-yorkaise de protection des consommateurs depuis plus de 40 ans et mesures visant à garantir l'équité des services « Buy Now Pay Later » (acheter maintenant, payer plus tard)

Première augmentation substantielle des prestations de congés médicaux et d'invalidité rémunérés depuis 1989 ; alignement des prestations sur le salaire hebdomadaire moyen à l'échelle de l'État

Plan novateur d'élimination de la quote-part pour l'insuline, qui permettra aux New-Yorkais d'économiser 14 millions de dollars rien qu'en 2025

Action audacieuse pour protéger les New-Yorkais contre l'endettement médical, en restreignant la capacité des hôpitaux à poursuivre en justice les patients à faibles revenus et en développant les programmes d'assistance financière

L'augmentation du salaire minimum obtenue par la gouverneure Hochul dans le cadre du budget de l'exercice 24 est entrée en vigueur le 1er janvier

Aujourd'hui, la gouverneure Kathy Hochul a révélé un vaste programme de protection des consommateurs et d'accessibilité financière, qui constitue le premier volet de son discours sur l'état de l'État pour 2024. La gouverneure Hochul a annoncé des propositions visant à modifier les lois new-yorkaises sur la consommation en vue de renforcer les protections des consommateurs contre les pratiques commerciales déloyales ; d'établir une réglementation novatrice pour les prêts « Buy Now Pay Later » ; de promouvoir la première augmentation substantielle des congés médicaux rémunérés depuis plus de trente ans ; de mettre en œuvre la proposition la plus ambitieuse du pays visant à supprimer les quotes-parts sur l'insuline de certains régimes d'assurance ; et de proposer une législation visant à lutter contre l'endettement médical. La gouverneure Hochul a annoncé ces propositions le lendemain de l'entrée en vigueur de l'augmentation du salaire minimum dans l'État de New York.

« Le premier volet de l'état de l'État 2024 est notre programme de protection des consommateurs et d'accessibilité financière, qui lutte contre les effets de la maladie, de l'invalidité, des pratiques commerciales déloyales et des bas salaires », **a déclaré la gouverneure Hochul.** « Si les deux dernières années ont été consacrées à mettre plus d'argent dans les poches des New-Yorkais, cette année, il s'agit de faire en sorte qu'il y reste, et cela commence par la protection de l'argent durement gagné. »

Letitia James, procureure générale de l'État de New York, a déclaré : « Qu'il s'agisse de lutter contre les entreprises responsables de la crise des opioïdes ou de mettre fin aux prix abusifs, aux agents de recouvrement prédateurs et à d'autres pratiques commerciales trompeuses, nous nous sommes attaqués à d'innombrables entreprises qui causent du tort aux New-Yorkais. Bien que nous ayons réussi à neutraliser les acteurs les plus flagrants, ce nouveau projet de loi élargit et renforce notre capacité à mettre un terme aux pratiques commerciales déloyales et abusives qui nuisent à un trop grand nombre de personnes. Je tiens à remercier la gouverneure Hochul, le sénateur Comrie et le député Weinstein pour leur étroite collaboration avec mon bureau afin que ces protections constituent une priorité. »

Renforcer la protection des consommateurs

La gouverneure Hochul a proposé des mesures visant à renforcer la protection des consommateurs dans tout l'État de New York grâce à une extension des lois sur la protection des consommateurs, la plus importante depuis 1980. Si la législation actuelle protège les New-Yorkais contre les pratiques commerciales trompeuses, New York est l'un des huit États du pays dont la loi ne protège pas contre les pratiques commerciales déloyales et abusives. Les modifications visant à développer la législation en matière de protection des consommateurs transformeront la manière dont New York protège les consommateurs, renforceront la capacité du procureur général à faire respecter les lois de protection des consommateurs et donneront à l'État des outils supplémentaires pour poursuivre les mauvais acteurs.

La gouverneure Hochul proposera également une législation obligeant les prestataires de services « Buy Now Pay Later » à obtenir une licence leur permettant d'exercer leurs activités dans l'État, et autorisant le département des services financiers de l'État de New York à proposer et à publier des réglementations applicables à ce secteur en plein essor. Les New-Yorkais ont de plus en plus recours aux prêts « Buy Now Pay Later » pour régler leurs achats quotidiens ou importants, car ils constituent une alternative peu coûteuse aux produits de crédit traditionnels. La législation et les réglementations établiront des protections strictes pour ce secteur en ce qui concerne les exigences de divulgation, la résolution des litiges et les normes d'information sur le crédit, les limites des pénalités en cas de retard, la confidentialité des données des consommateurs et les lignes directrices visant à réduire les pratiques douteuses, l'accumulation de dettes et la prolongation excessive de celles-ci.

Augmentation des prestations de congés médicaux et d'invalidité rémunérés

La gouverneure Hochul a annoncé un plan visant à augmenter le montant maximal des prestations pour les congés médicaux et d'invalidité rémunérés, une première depuis 35

ans. En vertu de ce plan, la gouverneure proposera une modification de la loi sur l'invalidité visant à augmenter l'indemnité hebdomadaire maximale au cours des cinq prochaines années et à l'aligner sur le salaire hebdomadaire moyen à l'échelle de l'État (SAWW). Pour correspondre à la prestation de congé familial rémunéré, pendant les 12 premières semaines de congé médical, les employés éligibles recevront 67 % de leur salaire hebdomadaire moyen, plafonné à 67 % du SAWW, une fois cette mesure pleinement mise en œuvre dans les cinq années à venir.

L'indemnité maximale versée aux New-Yorkais devant s'absenter de leur travail pour des raisons de santé, y compris pour des raisons liées à la grossesse, est plafonnée à 170 dollars par semaine depuis 1989. Le renforcement du congé médical ne sera pas seulement bénéfique aux femmes et aux parents, mais aussi à près d'un New-Yorkais sur cinq souffrant d'un handicap, qui a souvent besoin de s'absenter de son travail pour faire face à des besoins de santé liés au handicap.

Élimination des quotes-parts sur l'insuline

La gouverneure Hochul a annoncé une proposition de loi visant à éliminer complètement la participation aux coûts pour l'insuline. Cette loi interdira la participation aux coûts de l'insuline comme jamais auparavant, soulageant ainsi les New-Yorkais et permettant aux patients de se procurer les médicaments dont ils ont besoin pour survivre. Sachant que 1,58 million de New-Yorkais souffrent de diabète, on estime que cette proposition permettra aux New-Yorkais d'économiser 14 millions de dollars rien qu'en 2025.

Selon l'American Diabetes Association, les dépenses médicales des diabétiques sont 2,3 fois plus élevées que celles des non-diabétiques, et les répercussions sont encore plus importantes pour les communautés de couleur, qui sont particulièrement touchées par le diabète.

Lutte contre l'endettement médical

La gouverneure Hochul présentera également un projet de loi visant à actualiser et à élargir la loi new-yorkaise relative à l'assistance financière des hôpitaux, afin de mieux protéger les New-Yorkais contre l'endettement médical. Cette législation prévoit des mesures audacieuses pour protéger les New-Yorkais à faible revenu contre les poursuites judiciaires pour dettes médicales en limitant la capacité des hôpitaux à poursuivre les patients dont le revenu est inférieur à 400 % du niveau de pauvreté fédéral (120 000 dollars pour une famille de quatre personnes). La loi prévoit également de développer les programmes d'aide financière des hôpitaux pour les New-Yorkais à faibles revenus, de limiter le montant des paiements mensuels et des intérêts facturés en cas de dette médicale et de mettre en œuvre d'autres mesures de protection afin d'améliorer l'accès à l'aide financière et d'atténuer les répercussions néfastes de l'endettement médical sur les New-Yorkais.

Plus de 700 000 New-Yorkais ont des dettes médicales en cours de recouvrement. Les individus qui ont des dettes médicales sont moins susceptibles de recourir aux soins médicaux essentiels et déclarent être contraints de réduire les dépenses liées aux

déterminants sociaux de la santé, tels que la nourriture, le chauffage et le loyer. Par conséquent, des niveaux d'endettement importants menacent non seulement la stabilité financière de nombreuses personnes et familles, mais compromettent également l'engagement de l'État à améliorer l'équité et les résultats en matière de santé.

James McDonald, commissaire du Département de la santé de l'État de New York, a déclaré : « Les mesures prises par la gouverneure Hochul protégeront les New-Yorkais à faibles revenus contre les poursuites judiciaires liées aux dettes médicales et adopteront les mesures nécessaires pour élargir les programmes d'aide financière des hôpitaux. Cette loi s'attaque à l'impact de la dette médicale sur la sécurité financière des individus et constitue un pas important vers la protection de tous les New-Yorkais contre la dette médicale. »

Adrienne A. Harris, surintendante du Département des services financiers de l'État de New York, a déclaré : « Aujourd'hui, trop de New-Yorkais sont obligés de puiser dans leurs économies pour se procurer des soins de santé essentiels, comme l'insuline, et pour payer les dépenses quotidiennes, comme le loyer. Lorsqu'une personne est obligée de choisir entre les deux, le fait de ne pas privilégier la santé a des répercussions sur la vie de l'individu, sur sa famille et, en fin de compte, entraîne une augmentation des dépenses de santé. Mais l'alternative n'est pas mieux. Faute de liquidités suffisantes pour couvrir toutes leurs dépenses, les New-Yorkais se sont tournés vers les formules « Buy Now Pay Later », s'endettant auprès d'entreprises qui opèrent depuis trop longtemps sans aucune réglementation dans l'État de New York. Qu'il s'agisse de réduire le coût de médicaments essentiels comme l'insuline ou de mettre en place des mesures de protection des consommateurs vis-à-vis des formules « Buy Now Pay Later », je m'engage à faire en sorte que notre système financier soit au service de tous les New-Yorkais, et non pas à leur détriment. »

La présidente de la Commission des accidents du travail de l'État de New York, Clarissa M. Rodriguez, a déclaré : « En augmentant les prestations d'invalidité pour qu'elles couvrent 67 % du salaire dans la limite du plafond fixé, à l'instar du congé familial rémunéré de l'État de New York, les New-Yorkais bénéficieront de la même sécurité financière, qu'ils s'occupent d'un membre de leur famille ou de leurs propres besoins en matière de santé. Je félicite la gouverneure Hochul d'avoir pris des mesures énergiques pour que les travailleurs disposent d'un revenu essentiel lorsqu'ils doivent prendre soin d'eux-mêmes ou de leurs proches. »

Beth Finkel, directrice de l'AARP pour l'État de New York, a déclaré : « Une fois de plus, la gouverneure Hochul prend les devants en matière de protection des consommateurs new-yorkais contre les pratiques commerciales déloyales et en protégeant nos résidents les plus vulnérables contre les actes peu scrupuleux qui peuvent entraîner des revers financiers personnels désastreux. L'AARP de New York a récemment félicité la gouverneure pour sa signature d'une loi garantissant que les dettes médicales n'apparaissent pas dans le dossier de crédit d'un patient. Nous l'avons également félicitée lorsqu'elle a promulgué un projet de loi visant à assurer une meilleure transparence des augmentations de prix des médicaments sur ordonnance,

une étape importante dans la lutte contre l'augmentation constante du coût des médicaments dont dépendent tant de New-Yorkais. Ces nouvelles lois seront particulièrement bénéfiques aux New Yorkais les plus âgés. Nous sommes encouragés par le projet proposé par la gouverneure visant à renforcer la protection des consommateurs et la protection contre les dettes médicales pour les New-Yorkais à faibles revenus. Nous sommes impatients de travailler avec la gouverneure lorsqu'elle entamera sa dernière initiative visant à mieux protéger tous les New-Yorkais contre les pratiques trompeuses et abusives. »

Carolyn Coffey, directrice des litiges pour la justice économique dans le cadre de la mobilisation pour la justice, a déclaré : « Les mauvais acteurs exploitent les lacunes de la loi new-yorkaise sur la protection des consommateurs et profitent souvent de la vulnérabilité des consommateurs et des petites entreprises. Cette loi, qui date de plusieurs dizaines d'années, a grand besoin d'être actualisée si elle veut remplir la fonction pour laquelle elle a été conçue et rester en phase avec les comportements néfastes et évolutifs sur le marché. Il est temps que l'État rattrape son retard par rapport à plus de 40 autres juridictions, qu'il fixe les normes les plus strictes possibles concernant l'ensemble de l'activité économique sur son territoire et qu'il garantisse des protections adéquates aux New-Yorkais, en particulier à ceux issus des communautés marginalisées. Nous félicitons la gouverneure Hochu d'avoir pris cette mesure importante pour protéger les ménages et les petites entreprises de l'État de New York. »

Le programme de protection et d'accessibilité financière des consommateurs

Le programme de protection et d'accessibilité financière des consommateurs proposé par la gouverneure Hochul s'appuie sur les efforts déployés par son administration pour que l'argent durement gagné reste entre les mains des New-Yorkais. L'année dernière, la gouverneure a promulgué une loi visant à protéger les New-Yorkais contre les prix abusifs et l'endettement médical. En 2022, elle a également signé une loi interdisant les frais dissimulés pour les consommateurs qui achètent des billets pour des événements en direct, renforçant les sanctions applicables à l'utilisation de scalpeurs et de logiciels d'achat de billets, interdisant la vente de billets gratuits et interdisant les frais de livraison pour les billets fournis par voie électronique ou imprimés à la maison.

Ces propositions s'inscrivent dans le cadre de l'engagement de la gouverneure Hochul à faire en sorte que l'État soit plus abordable et plus vivable pour tous les New-Yorkais. Dans le cadre du budget de l'exercice 2024, la gouverneure a obtenu une augmentation historique du salaire minimum new-yorkais, qui s'étendra jusqu'en 2027 et sera ensuite indexé en fonction de l'inflation. La gouverneure Hochul a également fait adopter des mesures exécutives visant à résoudre la crise du logement à New York et à réduire les coûts du logement en développant l'offre de logements dans l'État.

###

D'autres informations sont disponibles sur www.governor.ny.gov.
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418
Inscrivez-vous pour recevoir les informations les plus récentes du Bureau de la gouverneure :
ny.gov/signup | Envoyez NEW YORK par SMS au 81336

[SE DÉSABONNER](#)